# La crise de la dette - 1/9

**Comment la crise est apparue, ces mécanismes, les conséquences, comment s'en sortir.**

La dette en France atteint déjà 1700 milliards d'€ (soit 1700 fois mille millions)
La France s'endettait de 40 milliards d'€ supplémentaires en 2007, de 148 milliards en 2010...
Les recettes fiscales en 2011 devraient rapportées 268 milliards d'€ environ alors que le budget voté coûte déjà 360 milliards, soit déjà un manque de 92 milliards d'€. On y ajoutera le trou imputé à la sécurité sociale de 18.4 milliards d'€ pour 2011. (il n'y a en réalité pas de trou à la sécurité sociale, il n'y en a que parce qu'une partie des recettes qui devraient normalement financer la sécu sont détournées vers d'autres dépenses de l'état)
Au début des années 2000, les taux d'intérêts des différents grands pays européens étaient très proches, les écarts se sont creusés au point que la France emprunte presque deux fois plus cher que l'Allemagne... Et l'Italie deux fois plus cher que la France... Et la Grèce a 28 %...

Alors que c'est s'est-il passé pour que l'endettement s'affole ainsi dans des pays d'Europe ?

Quelques explications économiques pour comprendre

- soit DETTE la dette réelle (inflation déduite)
- Soit GAIN les gains de l'état, les recettes publiques
- Soit Dep les dépenses publiques, de l'état
- Soit T le taux d'intérêt réel (inflation déduite) moyen auquel l'Etat peut emprunter, donc le taux moyen d'intérêt sur la dette

La variation de l'endettement est égale à : GAIN - Dep - T. DETTE

où GAIN - Dep représente la dette primaire
et T. DETTE, le service de la dette.

En l'absence de croissance du PIB et d'inflation, l'équilibre des comptes publics serait que le service de la dette T. DETTE ne dépasse pas les recettes - les dépenses (GA - Dep)

Si le volume réel des transactions et de la production, PIB, varie, et que l'on note C son taux de croissance (ou de décroissance) alors la variation du ratio dette/transactions réelles est égal à :

d (DETTE / PIB) = (GAIN – Dep) / PIB - (T - C) DETTE / PIB

--> DETTE = (GAIN – Dep) - (T - C) DETTE

C'est ici qu'apparaît la règle simple :
Tant que T - C
Tant que T  Mais quand T " C là plus rien ne va...

Il nous faut donc un taux de croissance supérieur au taux moyen d'intérêt auquel on emprunte pour ne pas alourdir le déficit annuel.
On est donc dans un monde condamné à avoir une croissance perpétuellement supérieur aux taux d'intérêt auquel on emprunte sur les marchés...

Or une croissance ne serait-ce que constante de 3 % chaque année n'est pas une croissance linéairement constante, détrompez-vous si vous pensiez cela...

# La crise de la dette - 2/9

Une croissance exponentielle

L'état table tous les ans sur une croissance à 2 %, idéalement + 3%...
Il faut ARRÊTER de croire que cela est une bonne chose !
En effet, une croissance à +2 ou + 3 % chaque année n'est PAS une croissance linéaire mais une croissance EXPONENTIELLE, et il faut être fou pour croire qu'une croissance exponentielle soit possible dans un monde aux ressources limitées.

année 0 : Volume produit = 100
année +1 : volume à produire = 100 + 3 * 100 / 100 = 103 (augmentation = + 3)
année +2 : volume à produire = 103 + 3 * 103 / 100 = 106.09 (augmentation = + 3.09)
année +3 : volume à produire = 106.09 + 3 * 106.09 /100 = 106.09 + 3.1827 = 109.2727

Continuez les calculs ainsi de suite, vous vous apercevrez qu'à ce rythme on sera censé produire 2 fois plus (soit un volume de 200) dans 25 ans... Et un volume 4 fois supérieur (400) non pas dans 50 ans mais dans 40 ans...

Les conséquences écologiques de ce modèle sont désastreuses puisque cela a incité l'industrie a faire de l'obsolescence programmée ! Exemple, la durée de vie d'une ampoule a été volontairement réduite par les fabricants de 2500 heures à 1000 heures. Toujours plus de déchets donc. Toujours produire plus... Vendre plus... Encore faut-il que le marché solvable augmente...

Quand les taux d'intérêts d'emprunts s'emballent

Dans la première décennie de la vie de l'Euro, les taux d'intérêt d'emprunt des états européens étaient voisins de l'ordre de 4 à 4.5 %, on avait une inflation et une croissance de l'ordre de 2% chacun. Les ratios d'endettement des Etats (état + administrations publiques et territoriales + sécurité sociale) européens tenaient parce que :
T (4%) = environ Croissance (2%) + inflation (2%)

Les taux d'intérêt réels (4-5% – 2% = 2 % à 3%) ont été jusqu'en 2008 un peu supérieurs à la croissance mais pas de plus de 1%. Du coup, au total le taux moyen de la dette publique/PIB de la zone euro a été stable aux environs de 69% en moyenne sur la période 1999-2008.

En 2008, la crise venue d'outre-atlantique a changé radicalement la donne... La croissance C s'est effondrée, l'année 2009 est une année de décroissance de -4 % pour l'Union européenne et la zone Euro. Les taux d'intérêt t se sont mis à diverger entre les pays de la zone Euro et à exploser pour les plus fragiles. La spéculation s'est déchaînée en raison de ces différences entre états européens et l'effet boule de neige s'est manifesté immédiatement. La dette publique moyenne de la zone Euro est passée à 80 % en 2009 puis à 85% en 2010...

Voici une comparaison des taux d'emprunts des états :
http://data.imagup.com/11/1135525499.png
Pauvre Grèce qui doit emprunter sur les marchés à plus de 28 %...
N'est-ce pas scandaleux ??? !!!

# La crise de la dette - 3/9

La crise a déclenché les disparités entre pays... La spéculation a fait son reste... On enfonce et étrangle encore un peu plus les pays faibles par des taux d'intérêts usuriers sur la dette... Les marchés demandant une prime de risque... Mise en place de plan d'austérité, mises sous tutelles des commandeurs du Dogme financier d'états tel l'Italie...

Pas facile de se sortir du bourbier quand les marchés augmentent leurs taux d'intérêts quand la croissance s'effondre, cela aggravant le déficit... (comme nous l'avons vu par une formule mathématique). Nous voilà dans la seringue, non ? Seules solutions, réduire les dépenses publiques ou augmenter les impôts, et pas dans des petites proportions. En France un écart de 1 % sur les taux d'intérêt appliqué à une dette supérieure à 80% du PIB c'est toute de suite 0,8 % du PIB soit 17 milliards d'euros, ça ne se trouve pas sous les pieds d'un cheval. Augmenter les impôts ? Nicolas Sarkozy y est arrivé par petites touches plus ou moins invisibles. Y aller franchement c'est plus compliqué. Qui est vraiment prêt à voter pour un tel programme ? Du coup le plus simple c'est de faire faire le sale boulot par des experts, des technocrates. C'est l'idée qui vient spontanément à l'esprit, d'où les "troikas", et plus récemment la mise sous tutelle puis la démission forcée de Sylvio Berlusconi... à qui le prochain tour ?

## La démocratie bafouée, le peuple méprisé

Il y a actuellement de très redoutables mécanismes de la part des marchés, des commandeurs financiers du Dogme monétaire et de leurs bras armés (les zélateurs du monétarisme) pour mettre les états sous le pouvoir des marchés et en cas de crise dégager les politiques et mettre en place des experts technocrates bras armés du Dogme financier...

On a vu cela en Italie mise sous tutelle du FMI, mais pire où les politiques sont complètement écartés du nouveau gouvernement où ne figure que des experts financiers... Ces gars là ne connaissent que deux émotions : l'exubérance ou la panique... La démocratie, la voix du peuple, leur est totalement étrangère.
On a vu un Georges Papandréou essayer vainement en Grèce de faire un pied de nez à ces Commandeurs du Dogme en tentant de faire valoir la démocratie par un référendum... Mais les commandeurs du Dogme financier monétaire n'ont que faire de la démocratie... Et sont prêts à sacrifier la Démocratie et le peuple sur l'autel d'une sévère austérité au nom du sacro saint Dogme monétaire... Georges Papandréou a été rappelé sévèrement à l'ordre et a renoncé à son référendum démocratique... Le peuple n'a pas le droit de faire entendre sa voix, ce peuple grec exsangue sous les effets d'une politique d'austérité sévère.
En France, la moindre manifestations des indignés français (qui peinent à prendre une réelle ampleur) est étouffée illico.

Les commandeurs du Dogme financier ne connaissent que deux émotions, l'exubérance ou la panique. La démocratie, la voix du peuple, leur est totalement étrangère, ils n'ont que faire de la démocratie et sont prêts à sacrifier la Démocratie et le peuple sur l'autel d'une sévère austérité au nom du sacro saint Dogme monétaire...

## Méthodes pour résoudre une crise de dette

Pour soutenir l'économie et enrayer l'hémorragie de la dette, dans un contexte où il est très improbable que la croissance redémarre et où donc on aura encore pendant un temps T> Croissance + Inflation, il faut parvenir à équilibrer les comptes, que l'état gagne plus qu'il ne dépense, il faut générer des excédents budgétaires.

Pour cela, il y a d'abord deux solutions classiques qui viennent à l'esprit des plus novices :

# La crise de la dette - 4/9

Augmenter les recettes de l'état, augmenter les impôts, les taxes...
Ce que vient de faire en quelque sorte Fillon avec ses plans de rigueurs de 12 et 7 milliards d'euros : taxes sur les alcools, les tabacs, ré-haussement de la TVA dans la restauration et le bâtiment...
Or augmenter les impôts est impopulaire, et souvent néfaste car cela casse le moral des consommateurs, réduit le pouvoir d'achat, les ménages consomme moins, la production en souffre... Manque d'activité, licenciements...
Je suis totalement contre pour ma part une telle politique.

Il est hors de question d'augmenter les recettes de l'état par une augmentations des charges salariales et patronales qui ne feraient qu'augmenter le coût du travail en France et donc réduirait notre compétitivité en matière de prix sur la scène internationale. On verra plus loin que bien au contraire une baisse du coût du travail est plus qu'envisageable.

Il est hors de question de relancer la production par augmentation directe des salaires tel que proposé par Jean Luc Mélenchon.
Quand on lui demande comment les patrons vont faire pour payer les salaires de 200 à 300 € nets de plus rien que pour un smicard, il répond que l'argent viendra de la richesse nouvelle mise en circulation, les ménages gagnant plus consommant plus... Il ne prend pas en compte le risque que l'argent soit épargné et non dépensé. Il ne prend pas en compte non plus qu'une grosse partie de l'argent sera dépensé non pas dans des produits français mais des produits étrangers, et soutient la concurrence et non la production française.
Il propose surtout de plus rien de plus qu'un retour au modèle économique d'avant Mitterrand ou les augmentations de salaires s'étaient du coup vu indexées sur l'augmentation des prix et qui créait une inflation galopante, une grossière erreur à ne pas reproduire. Des entreprises n'ayant malgré tout pas plus de clients (malgré l'essai de relance de consommation par la hausse des salaires) seront obligées de vendre plus cher pour payer les salaires (mais il est à craindre que beaucoup ne pourront pas et n'auront d'autre choix que de licencier), cette hausse des prix réduit le pouvoir d'achat, il faut ré-augmenter les salaires et ainsi de suite.

L'état peut toutefois augmenter ces recettes en instaurant la Taxe Tobin, cette taxe sur toutes les transactions financière. Elle débuterait en Europe à raison de 0.1 %.
Vous me diriez peut être que 0.1 % c'est ridicule, sauf que cela rapporte déjà des milliards, qu'elle commence si faible afin de ne pas pénaliser les places boursières européennes face au reste du monde, et qu'elle ne pénalise pas trop les particuliers mais décourage déjà fortement les spéculateurs au jour le jour, ceux-ci étant en réalité avec une telle taxe alors taxés en moyenne à 22 % par an. Et si une instauration en Europe ferait école dans le reste du monde, la taxe pourra alors augmenter.

L'état doit se mobiliser pour lutter contre l'évasion fiscale, donc contre les paradis fiscaux.
Lesquels de plus causent la perte de 125 milliards d'€ de recettes fiscales par an aux pays pauvres de l'hémisphère sud...
Toute évasion fiscale confondue est chiffrée par le SNUI de 30 à 50 milliards d'€ par an en France.
Il faut dresser des sanctions économiques contre les paradis fiscaux.

La 2ème solution la plus classique est bien entendu réduire les dépenses de l'état
Ce que Sarkozy tente de faire en réduisant le nombre de fonctionnaires...
sauf que la réduction du nombres de fonctionnaire dans l'éducation nationale créé trop de foutoir et fait réaliser peu d'économies.

Les socialistes nous exagèrent beaucoup en nous promettant une économie de 53 milliards d'euros sur les niches fiscales et sociales. Il est bien entendu qu'un tas de niches fiscales sont très utiles au soutien de secteurs économiques ou au pouvoir d'achat (exemple : la défiscalisation d'heures supplémentaires)

# La crise de la dette - 5/9

Si on réalise 20 à 25 milliards d'économies sur celles-ci ça sera déjà très bien, mais il faut les faire c'est déjà ça de gagner.

Enfin faire des coupes budgétaires est souvent négatif.

L'état peut réduire ses dépenses toutefois en réduisant la dépendance de l'état vis à vis du reste du monde, notamment sa dépendance énergétique. Ce n'est d'ailleurs pas à l'heure actuelle en sortant du nucléaire que l'on va réduire la dépendance énergétique... Et ces rigolos socialistes qui nous promettent une sortie du nucléaire d'ici 2022 mentent et savent que cela est intenable, en connaissent-ils seulement le coût que cela engendrerait ? Il a été chiffré à 250 milliards d'€ pour l'Allemagne qui ne produit par le nucléaire que 25 % de son électricité... La France produit par son parc nucléaire plus de 75 % de son électricité... Le coût d'une sortie du nucléaire serait de plus de 750 milliards d'euros... Inimaginable à l'heure de la dette (qui atteint déjà 1700 milliards d'€ en France).
Il faut toutefois soutenir intensivement la recherche sur les énergies renouvelables, notamment pour la 2ème génération de bio-carburants à base de micro-algues, ce qui se fait déjà (note : la 1ère génération de bio-carburants à base d'huiles végétales est polémique car accusée d'être produite sur des terres agricoles qui devraient servir la production alimentaire mondiale dont les besoins ne cessent d'augmenter).

Par la production
Une autre solution et plus intelligente est d'augmenter les recettes de l'état en augmentant le volume de production, en relançant la production française.
Il est impératif que le prochain gouvernement réveille en France toutes les forces de la production industrielle en réunissant tous les acteurs.
Mais pour vendre plus dans le monde, il faut retrouver la compétitivité perdue

Mais encore faut-il que le marché solvable augmente dans le monde... D'où la nécessité de soutenir le développement des pays en voie de développement. Mais dans les nouveaux marchés solvables la concurrence est plus forte qu'autrefois avec l'arrivé des puissances émergentes telles la Chine, l'Inde, le Brésil... Il n'est donc absolument pas évident de trouver plus de marchés solvables pour vendre plus pour produire plus.

De plus nous restons dans les pays en têtes en terme d'exportations. Nos exportations n'ont réellement chutées qu'en 2008 quand la crise a changé la donne.
Voici l'évolution de nos importations et exportations comme le montre l'image jointe. Courbe rose nos importations, courbe bleue nos exportations. En dessous les exécents (vert) ou déficits (rouge) commerciaux

Mais cela ne nous empêche pas d'essayer de favoriser nos exportations !

On le peut d'abord en abaissant le coût du travail en France dans l'industrie.
Pourquoi ne pas abaisser les charges dans l'industrie et compenser le manque à gagner pour l'état par une légère augmentation des charges suer le tertiaire, les secteurs de services ?
Bien sûr vous me direz que cela rendra moins compétitifs le secteur tertiaire, sauf que (si je ne m'abuse) le secteur des services français s'exporte peu et contribue nettement moins au redressement de la balance commerciale que ne pourrait le faire l'industrie.

(Abaisser le coût du travail décourage les délocalisations, encourage le retour des industries en France, notamment à l'heure où l'envolée du coût du pétrole rend le coût de transport cher, où les peuples asiatiques réclament des hausses de salaires et l'amélioration de leur niveau de vie)

On peut le faire en redorant l'image du pays dans le monde, en redorant le "made in France" aux yeux du

# La crise de la dette - 6/9

monde, en innovant dans de nouveaux produits prometteurs (pour cela il faut soutenir la recherche, tous ceux qui sont dans l'innovation, il faut que dans l'entreprise les titulaires de doctorats soient aussi prisés que ceux de grande écoles), en améliorant la qualité de nos produits (exemple : finis les plastiques qui se décollent sur les autos française de haut de gamme... Lol), je pense qu'il faut commencer à améliorer sensiblement les produits haut de gamme des marques françaises sur lesquels il y a nettement plus de marge réalisable et parce que le haut de gamme est souvent l'emblème de la marque.
Il faut intensifier la production de produits de haute technologie, la France est amplement capable de faire de la haute technologie ! Ok, on ne rattrapera pas le retard dans l'électronique, mais on est l'un des rares pays à construire des fusées, on a le TGV, on produit le moteur d'un hélicoptère sur deux dans le monde, Bugatti est à l'origine français, etc.

On a aussi laisser partir des pans entiers de productions industrielles... On a laissé baisser dangereusement le nombre d'industries et donc le volume de production en France, pas étonnant que notre balance commerciale s'aggrave d'année en année ! Il faut donc reconquérir les secteurs de productions perdus.

Il faut simplifier la création d'entreprise en France, y compris la rendre plus facile financièrement.

La monétisation de la dette

Il y aurait bien deux autres solutions, non pas pour régler définitivement la question mais pour alléger le fardeau et organiser la transition vers un modèle économique et financier durable :

- que la Banque Centrale rachète la dette (on dit "monétiser").

Ce qu'elle fait un peu, contrainte et forcée ; 180 milliards à ce jour, ce n'est pas grand-chose –rien par rapport aux achats de la FED, qui se mesurent en millier de milliards de dollars. C'est ce qui est recommandé par maints économistes.

- que les états retrouvent la capacité de création monétaire (ce qui réduit les intérêts à payer, ce recours ne réglant évidemment pas l'intégralité de la dette).

Afin de résorber la dette de la France et d'autres pays d'Europe, je suis persuadé qu'il suffirait que :

1- La BCE monétise les dettes souveraines (ce que l'Allemagne excédentaire égoïste refuse alors qu'elle réalise ses excédents sur la capacité de ses voisins européens à s'endetter) afin de réduire les dettes et de faire baisser les taux d'intérêts à long terme qui étranglent les pays périphériques de l'Europe mais aussi l'Italie et l'Espagne.
Car en général tant que les taux d'intérêts réels (inflation déduite) sont significativement supérieurs au taux de croissance, aucun désendettement ne peut marcher.

Pourtant la monétisation des dettes a été très peu utilisée jusqu'ici par la BCE et 10 fois moins que ne l'a fait la Réserve Fédérale Américaine (Fed)...
D'ailleurs si l'Allemagne persistait à refuser la monétisation des dettes souveraines par la BCE, il est à se demander s'il ne serait pas préférable de passer d'une monnaie unique à une monnaie commune au sujet de l'Euro... Afin de retrouver une souveraineté monétaire et ne plus laisser l'Allemagne réaliser des excédents seule sur le dos de ses voisins déficitaires...

Note : Quand je parle de faire passer l'Euro de monnaie unique à monnaie commune, j'entends permettre l'introduction de monnaies nationales à usage interne, l'euro continuant d'exister en tant que monnaie

# La crise de la dette - 7/9

commune à tous les pays d'Europe.

2- La BCE baisse au moins à court terme ses taux directeurs (ce qu'elle vient de faire à la surprise générale)

Les actions 1 et 2 pourraient à elles seules déjà permettre une dévaluation de l'Euro de 1.4 à 1.15 dollars.

L'Allemagne veut un Euro fort (L'Allemagne elle a une ambition géographiquement limitée réalisant plus de la moitié de ses exportations en Europe) mais un euro fort fait perdre leurs compétitivité à tous les pays d'Europe, France comprise... Un euro fort pénalise nos exportations.

Il y a toutefois des petits soucis dans le recours à la monétisation de la dette...
D'abord cela peut insister les états au laxisme budgétaire. Ensuite la monétisation de la dette souveraine, qui consiste que la BCE imprime de la monnaie donc la crée ex-nihilo et rachète des titres de dettes avec, qui efface donc de la dette mais augmente la masse monétaire et donc dévalue l'euro... Cela créé bien évidemment de l'inflation (et donc une hausse de salaire d'autant par indexation du smic sur l'inflation) avec un risque d'hyper-inflation. La solution doit donc être faite dans des proportions raisonnables, mais a l'avantage par dévaluation de l'euro de booster les exportations et donc la production et donc l'emploi.

A noter que si l'euro est dévalué cela fait baisser la valeur de l'épargne toutefois... La solution enrichit donc les pauvres mais appauvrit les riches.

Le problème de l'inflation

Mais le plus gros problème c'est que cela se traduit aussi par une inflation des dettes restantes...

Je m'explique :

Toutes les communes françaises qui ont emprunté en francs suisses à cause de sa solidité sont maintenant plongées dans les dettes jusqu'au coup à cause de la dévaluation importante de l'€ par rapport au franc suisse. D'ailleurs notre banque nationale maintient artificiellement le franc suisse face à l'€ car sinon nous serions peut-être arrivés jusqu'à la parité. La faiblesse de l'€ peut être donc un vrai problème pour notre économie aussi.

Pour que les novices comprennent mieux, je vais ré-expliquer par un exemple simple :
- Imaginons qu'une commune a une dette de 100 millions de francs suisses auprès d'une banque suisse.
- Si 1 € = 1.25 franc suisse (un peu moins de 1.24 en réalité mais j'arrondis), il faut 80 millions € pour rembourser cette dette.
- Si l'euro était dévalué à 1 € = 1 franc suisse, il faudrait alors 100 millions d'euros pour rembourser la même dette.

Il faut donc prioritairement monétiser les dettes en monnaies par rapport auxquelles l'euro est le plus susceptible d'être dévalué.
Il faut aussi voir si l'effacement de la dette et du coup d'intérêts de la dette est amplement supérieur à l'augmentation de dette causée par l'inflation d'une dévaluation de l'euro en raison de l'augmentation de la masse monétaire.

Deux articles du Traité de Lisbonne

# La crise de la dette - 8/9

Mais vous n'y pensez pas : La monétisation de la dette par la BCE, c'est interdit par le Traité, les Allemands y sont opposés...

C'est grâce à ces interdits que, précisément, les états, sous la pression des marchés (et de leur jugement sur leur crédibilité, leur crédit, au sens strict) sont obligés de mettre de l'ordre dans leurs comptes. Bref ces interdits mettent les mauvais gestionnaires "sous la tutelle des marchés" et c'est bien leur rôle. Ces marchés les gardiens du Dogme.

La force du Dogme est qu'il repose sur un apparent bon sens, sur du solide :
- Financer un déficit budgétaire par la planche à billets ne peut être qu'une fuite en avant, la preuve que le gouvernement est incapable de lever l'impôt pour financer les dépenses souhaitées par ses électeurs. Cela ne peut se finir que dans l'hyperinflation et ses suites tragiques.
- La discipline doit être encore plus stricte, quand on est au sein d'une union monétaire, où la tentation d'un Etat serait forte de faire plaisir à ses électeurs, en comptant sur les voisins pour payer l'addition.

C'est d'ailleurs pour cela que le traité de l'union européenne comporte les articles 123 (pas de planche à billets pour financer les Etats) et 125 (pas de solidarité entre états).

Qu'opposer à ce bon gros bon sens ?

Homogénéiser les taux d'intérêts
Mais la clause de non-solidarité a pour effet de conduire à des appréciations de risque différentes entre les différentes dettes publiques des pays de la zone euro donc à des taux d'intérêt différents. Or les "ratios de Maastricht" (déficit inférieur à 3% du PIB et dette inférieure à 60%) supposent que 3 autres variables se comportent "sagement" : le taux de croissance du PIB, le taux d'intérêt et le taux d'inflation. Ce qui pourrait se passer en théorie mais qui ne s'est pas passé en pratique dans la zone Euro où les économies des pays de la zone se sont mises à diverger. Dès lors la spéculation a pu s'acharner sur les pays en difficulté.
Ne suffisait-il pas pourtant que les états empruntent tous au nom de la Banque Centrale Européenne (BCE) au même taux d'intérêts ?? !! Et de plus donc à un taux fort avantageux la BCE bénéficiant d'un excellent AAA assez inébranlable ! Au jour d'aujourd'hui cela impliquerait peut être à un pays comme l'Allemagne d'accepter d'emprunter à un taux plus cher vu qu'elle emprunte qu'à moins de 2 % quand l'Espagne et l'Italie et l'Espagne empruntent à des taux de plus de 6 %, mais durant la première décennie de l'existence de l'euro les écarts des taux entres pays européens étaient forts réduits.

Le Dogme c'est ce qu'il ne fallait pas toucher, c'est ce qui est au cœur de la naissance de l'Euro. C'est le monétarisme au nom de quoi les Etats européens ont abandonné leur souveraineté monétaire et tout recours à la Banque Centrale pour financer leur déficit. Dans un contexte où simultanément le capitalisme a été dérégulé, le Dogme a donné aux banques tous les moyens de financer toutes les opérations les plus folles, de développer le "shadow banking" : de spéculer contre les dettes publiques européennes. Et cerise sur le gâteau de faire des cours de morale aux Etats mal gérés (tout en vendant l'arsenal permettant de ne pas payer d'impôts...).

les risques de cette crise

Austérité et dégradation des acquis sociaux
Les peuples européens vont être soumis à des politiques d'austérité qui vont leur faire perdre progressivement les bénéfices du contrat social qui jusqu'à présent faisait la spécificité de l'Europe, la région au monde la plus équilibrée socialement. Nous l'avons entendu de la part de dirigeants chinois : ils nous accusent d'avoir un

# La crise de la dette - 9/9

modèle social trop providence qui coûte trop cher et nous endette, de faire trop d'assistanat et d'insister alors les travailleurs à la paresse...

Ces politiques vont conduire à sacrifier aussi les investissements et dépenses "écologiques" qui vont paraître comme un luxe dans une période de récession.

L'appel au financement des pays émergents va évidemment aggraver ces deux effets : comment limiter l'ouverture de nos marchés à leurs produits. Au moment précis où le protectionnisme européen est de plus en plus considéré comme une nécessité et où les conséquences désastreuses du libre-échangisme mondial sont comprises, cette contrepartie est une catastrophe. Elle va accélérer le processus qu'il faut ralentir, celui de la désindustrialisation européenne. Elle va accélérer la destruction de l'environnement en intensifiant la concurrence internationale sans frein.

La tentation du protectionnisme

Je ne parle pas ici d'un protectionnisme total... La tentation d'un protectionnisme trop fort est un réel danger. Si nous fermions nos frontières aux produits chinois, il est fort probable que celle-ci réplique par un protectionnisme réciproque à nos produits. Or nous vendons également massivement à la Chine : du nucléaire, des Airbus, des produits de luxe tels les parfums, etc. Ce que nous gagnerions d'un coté, nous le reperdrions de l'autre, nous nous tirerions une balle dans le pied. Mais il est possible de faire un protectionnisme partiel intelligent, celui qui exige une réciprocité commerciale juste et équitable de la part des pays dont on importe les produits dans la mesure de leur solvabilité, de leur capacité à importer bien sûr.

Enfin le protectionnisme se heurte aussi au fait que les produits sont rarement à 100% produits dans un seul pays, mais intègrent des composants produits dans d'autres pays.

Les peuples contre le Dogme ?

Nos démocraties vont-elles accepter ce petit jeu, dû, rappelons-le à l'effet boule de neige ? Vont-elles supporter longtemps un dispositif qui transforme nos élus en pantins (version "guignol" ou version "rond de cuir gestionnaire") de fait, puisqu'ils n'ont plus les leviers de l'exercice des choix politiques les plus importants, et prennent leurs instructions à Bruxelles via des mercenaires de la finance ?

Pas sûr, il est tout-à-fait possible qu'elles préfèrent remettre en cause le Dogme. Surtout que ce sont les zélateurs du Dogme monétaire qui ont mis le zouk...

Dé-saisir les gouvernements des deux leviers majeurs de la politique économique, le budget et la monnaie, tout en leur laissant s'expliquer devant leurs électeurs puis confier à une troïka le soin d'appliquer un plan de restructuration est un excellent moyen pour faire détester lEurope. Le Dogme a voulu nous faire croire qu'il allait nous permettre d'accoucher d'une belle Europe, c'est une sorcière qui sort de la crise actuelle